



Le portail de l'Économie et des Finances

[Accueil](#) › [Pierre Moscovici et Nicole Bricq signent une tribune sur la mondialisation solidaire](#)

[Europe et international](#)

Pierre Moscovici et Nicole Bricq signent une tribune sur la mondialisation solidaire - 28/08/2012



Parue dans le journal *Le Monde* daté du mercredi 29 août 2012, le ministre de l'économie et des finances et la ministre du commerce extérieur co-signent une tribune intitulée "La mondialisation solidaire au service de la croissance".

mercredi 29 août 2012 :

Tribune parue dans *Le monde*, daté du

La mondialisation solidaire au service de la croissance

Les entreprises françaises évoluent aujourd'hui dans un environnement économique marqué par une très grande incertitude, où chaque pôle de l'économie mondiale doit réviser en profondeur son modèle de développement. Alors que la crise financière menace toujours, l'Europe mais aussi les États-Unis et le Japon doivent créer les conditions d'un retour durable à la croissance. Les grands émergents, les BRICS, cherchent à rééquilibrer leur modèle de développement et mieux assumer les responsabilités politiques, sociales et environnementales, celles qui vont avec la puissance. De nouvelles grandes économies ne cessent de s'affirmer. L'Afrique a trouvé la voie d'une croissance forte. Tous doivent rechercher la voie d'une économie plus économe des ressources non renouvelables pour lutter contre le réchauffement climatique.

La bataille pour la croissance et l'emploi ne se gagnera pas dans les limites de nos frontières. Le repli ne mènerait qu'au déclin. Pour retrouver toute sa place et rester maître de son avenir, notre pays a engagé le redressement de son économie et de ses comptes publics. Nous devons dans le même temps renforcer notre intégration internationale au bénéfice du développement de nos entreprises et de l'emploi. Il faut pousser plus loin l'avantage de la France dans la mondialisation, sans naïveté ni crainte.

A l'heure où le gouvernement a choisi de renforcer notre diplomatie économique, les ministères économiques que nous dirigeons entendent contribuer très activement à un effort collectif au service des entreprises et de

l'emploi, à la promotion d'un cadre économique et financier régulé et à la construction d'une mondialisation plus juste, dont la France tirera en retour pleinement avantage.

Un effort collectif au service des entreprises et de l'emploi

Dans une économie mondialisée, notre pays peut compter sur ses champions nationaux. Ceux-ci, souvent avec le soutien de la puissance publique, ont déjà relevé le défi, pour gagner de nouveaux marchés et trouver des relais de croissance hors de nos frontières. Il est essentiel que leur succès soit conforté et entraîne également l'ensemble de notre tissu économique, ce qui suppose que leur lien au territoire national et à l'emploi persiste, et, notamment pour certains leaders internationaux, se renforce. Le gouvernement sera très vigilant sur ce point.

Nous souhaitons en effet qu'un nombre croissant de PME et d'ETI soit en position de réussir le saut international et que le niveau des exportations - quatre cent trente milliards d'euros aujourd'hui – augmente, conformément à nos capacités productives. C'est un enjeu de création d'emplois sur nos territoires ; c'est un enjeu aussi de démocratie économique, pour que le plus grand nombre d'entreprises, de salariés, d'entrepreneurs, profite de la croissance du reste du monde.

Notre performance extérieure est, d'abord et avant tout, une composante et une résultante de notre politique de compétitivité. Les réformes structurelles soutenues par le gouvernement sont désormais bien identifiées. Elles ne relèvent pas uniquement de la compétitivité intérieure, mais se concentrent également sur la compétitivité extérieure et un cadre de financements compétitifs. Pour renforcer l'impact commercial de l'offre française, nous encouragerons également les regroupements de nos entreprises à travers l'organisation à l'export de filières stratégiques en nous appuyant sur les Régions.

Les instruments publics seront par ailleurs réorganisés pour accompagner les entreprises : suivi plus précis des grands contrats ; mobilisation d'Ubifrance ; action à l'export de la Banque publique d'investissement. Notre réseau diplomatique, enfin, apportera davantage encore son soutien résolu à la défense de nos intérêts et de nos positions économiques, sous l'impulsion du ministre des affaires étrangères.

Seul un effort collectif, conduit dans un dialogue permanent avec les entreprises et mobilisant l'ensemble des moyens publics disponibles, permettra d'atteindre l'objectif fixé par le Premier ministre de réduire à zéro, en cinq ans, le déficit commercial de la France, hors énergie. Un plan d'action pour notre compétitivité extérieure, qui sera rendu public fin septembre, y contribuera.

La promotion d'un cadre économique et financier régulé

Pour investir, recruter et se développer, les entreprises ont aussi besoin d'un cadre économique et financier stable et protecteur. Il s'agit là d'une condition nécessaire afin de garantir une compétition équitable pour nos entreprises et défendre notre modèle économique et social. La promotion d'une mondialisation ordonnée et équitable, assise sur des règles et des comportements partagés par tous, est une priorité pour tout gouvernement soucieux de progrès collectifs.

Cette priorité suppose la mise en œuvre complète de l'agenda de régulation financière voulu par le Président de la République, la lutte contre la corruption et les paradis fiscaux, l'élaboration de normes sociales et environnementales et l'adoption des règles internationales en matière de financements des échanges. Il convient aussi de conduire l'ensemble de nos partenaires à assumer progressivement les responsabilités correspondant à leur place croissante dans l'économie mondiale et à ne pas fermer leurs économies pour éviter des enchaînements dont l'histoire a montré qu'ils ne font qu'amplifier les crises.

Une politique commerciale européenne fondée sur le principe de la réciprocité et sur des accords de partenariat équilibrés doit y contribuer. C'est pour nous un objectif majeur. Car c'est l'Europe, et l'Europe seule, qui, unie, pèsera suffisamment afin d'obtenir des avancées de la part autres puissances mondiales et qui est en mesure de construire un partenariat équilibré avec les puissances émergentes.

L'économie mondiale a besoin de solidarité

Enfin, et plus profondément encore, c'est de davantage de solidarité dont a aujourd'hui besoin l'économie mondiale. Comme l'a affirmé le Président de la République et au-delà des soubresauts des marchés, la solution à la crise de l'Europe passe par l'intégration solidaire. C'est la voie à suivre pour favoriser la croissance et l'emploi, finalité de la réorientation engagée des politiques européennes. La même volonté s'applique au plan international : la réduction des déséquilibres internationaux et la croissance de l'économie mondiale passe par l'émergence progressive d'une mondialisation solidaire.

Cette solidarité concerne les pays en développement, bien sûr. Il ne s'agit pas ici de commisération mais de développement durable, mutuellement profitable. Nous devons jeter les bases d'un développement commun avec nos voisins du Sud – et d'abord avec le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne –, en analysant et en mettant systématiquement au service de la croissance les multiples flux économiques qui nous relient à eux. Le quarantième anniversaire de nos accords de coopération monétaire avec les pays membres de la zone franc, en octobre prochain, fournira l'occasion de nous projeter dans cet avenir commun. Nos partenaires du Sud exigent de préserver leurs ressources naturelles et culturelles ; ils attendent nos investissements. Nos entreprises, attachées à la responsabilité sociale, peuvent porter un partenariat renforcé, dépassant l'horizon du

libre-échange, et trouver ici de nouveaux marchés ou des compléments de compétitivité dans la compétition mondiale.

La mondialisation est une réalité, son iniquité n'est pas une fatalité. Nous pouvons l'influencer et la façonner. Pour le faire, nous n'opposons pas emploi et ouverture : le repli sur soi n'est jamais une solution. Nous sommes au début d'une nouvelle grande transformation, comparable à celle qui, naguère, a vu la démocratie sociale en réponse aux maux du capitalisme. Nous devons inventer, avec tous nos partenaires, un cadre et des institutions pour que la croissance mondiale soit plus forte et durable, humainement et écologiquement, pour que la mondialisation devienne enfin solidaire.

Pierre Moscovici - Nicole Bricq